



## Les Carnets du Cediscor

Publication du Centre de recherches sur la didacticité  
des discours ordinaires

9 | 2006

Discours, cultures, comparaisons

---

# Noms de pays et autoreprésentation dans le discours des périodiques nationaux français, anglophones, roumanophones et russes

Georgeta Cislaru

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cediscor/669>

ISBN : 2878543556

ISSN : 2108-6605

### Éditeur

Presses Sorbonne Nouvelle

### Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2006

Pagination : 131-144

ISBN : 2878543556

ISSN : 1242-8345

### Référence électronique

Georgeta Cislaru, « Noms de pays et autoreprésentation dans le discours des périodiques nationaux français, anglophones, roumanophones et russes », *Les Carnets du Cediscor* [En ligne], 9 | 2006, mis en ligne le 01 avril 2008, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cediscor/669>

---

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Les carnets du Cediscor

---

# Noms de pays et autoreprésentation dans le discours des périodiques nationaux français, anglophones, roumanophones et russes

Georgeta Cislaru

---

*Cette recherche a pu être menée à terme grâce une bourse octroyée par la Fondation des Treilles.*

- 1 Cet article vise à observer l'expression de représentations culturellement et géographiquement situées à travers l'usage des noms de six pays – France, Grande-Bretagne, États-Unis, Moldavie, Roumanie et Russie – dans le discours des périodiques de chacun de ces pays. L'hypothèse de départ consiste à poser que le statut institutionnel et la complexité fonctionnelle des noms de pays favorisent leur emploi en tant qu'outils d'autoreprésentation portant la trace de stéréotypes culturels et idéologiques. Nous présenterons d'abord une réflexion sur le fonctionnement sociopolitique et sur le statut institutionnalisé du nom de pays en tant que signe identitaire. Nous proposerons ensuite un cadre pour une étude contrastive qui prend en compte à la fois les propriétés linguistiques du nom de pays et les données contextuelles et socio-historiques et nous procéderons, enfin, aux analyses quantitative et qualitative des formes appellatives et de leur usage discursif.

## 1. Le nom de pays, un signe identitaire

- 2 Forme linguistique, le nom de pays s'inscrit, en raison de son fonctionnement, dans un contexte social, historique et culturel complexe. Faisant parti du même réseau que les noms de langues et de peuples et ayant un statut institutionnalisé, il assume le statut de signe identitaire qui le rattache à une dimension culturelle.

## 1.1. La dénomination du pays comme représentation d'une réalité politique et territoriale

- 3 Depuis quelques années, des travaux – se rapportant notamment à ce qu'on pourrait appeler « le cas des Balkans » – soumettent à une analyse linguistique, politique et historique des noms de langues (glottonymes) et des noms d'ethnies (ethnonymes) en tant qu'outils de représentation, d'affirmation, de justification d'une entité nationale (voir Garde 1996, 2004; Sériot 1996). Sans assumer les fonctions des glottonymes et des ethnonymes, les noms de pays apparaissent souvent, eux aussi, comme un aboutissement de la construction et de la justification de l'identité nationale.
- 4 Dans le cadre d'une conception courante en Europe occidentale, le rôle des ethnonymes, et surtout des glottonymes, est souvent considéré comme primordial dans la configuration symbolique de l'identité nationale : « [...] il semble admis que la *langue* en est le critère essentiel : là où il y a langue, il y a nation. » (Sériot 1996 : 284). Or toute langue détient son identité par son nom : on perçoit bien une différence statutaire entre le roumain, un dialecte roumain ou un dialecte parlé en Roumanie; c'est donc par le nom de la langue que la nation acquiert parfois son statut. Cela explique que les Croates et les Serbes tiennent à identifier, à la place du serbo-croate reconnu comme langue commune pendant la période 1945-1991, deux langues autonomes, le croate et le serbe, appelées à appuyer l'identité nationale de chaque groupe ethnique; cela explique encore qu'une politique soit mise en place, dès l'époque soviétique, pour distinguer le roumain (parlé en Roumanie) et le moldave (le roumain parlé en Moldavie) afin de justifier l'existence de deux États différents, la Roumanie et la République soviétique de Moldavie.
- 5 Plus généralement, on considère qu'« [i]l n'y a pas de peuple sans langue, pas de langue sans culture, et [que] tout peuple a droit à un territoire. » (Vautier 1988 : 4, cité par Sériot 1996 : 286). C'est ainsi que s'établit le lien entre les noms de langues, les noms de peuples ou de nations et les noms de territoires, c'est-à-dire les noms de pays. Si les ethnonymes constituent une assise nominale pour les entités collectives comme le peuple, la nation ou le pays<sup>1</sup>, les noms de pays constituent de fait une matérialisation symbolique et une officialisation des discours portant sur l'identité collective : « C'est le nom qui fait la frontière. » (Sériot 1997 : 46). En fait, l'émergence du nom de pays présuppose non seulement une unité territoriale et communautaire<sup>2</sup>, mais également une convergence des discours identitaires<sup>3</sup> ; le nom de pays est donc le résultat d'une « contractualisation discursive », tenant d'un usage institutionnalisé, d'où son statut sociopolitique privilégié.

## 1.2. Statut sociopolitique des noms de pays

- 6 Qu'il s'agisse de l'image qu'ils veulent se donner ou qu'on leur impose, ou bien de la revendication d'une appartenance, les pays semblent accorder beaucoup d'importance à leur dénomination. Le discours sur la nomination d'un pays est ainsi, souvent, un discours sur l'identité d'une nation et/ou sur la raison d'être d'un État<sup>4</sup>. Les cas de renomination en sont une excellente illustration : par exemple, le 5 janvier 2003, sous la pression de la communauté internationale, la République d'ex-Yougoslavie a choisi de s'appeler *Serbie et Monténégro*, ce nom convenant mieux à la réalité du pays (Garde 2004 : 99)<sup>5</sup>. Le plus souvent, ce sont les changements politiques qui sont à l'origine des renominations et chaque renomination prend appui sur des revendications identitaires : en 1971, le Congo

est rebaptisé Zaïre par son nouveau dirigeant Mobutu, pour redevenir Congo un quart de siècle plus tard, lors de l'avènement au pouvoir de Laurent Désiré-Kabila<sup>6</sup>. De même, la Bessarabie devient Moldavie lorsqu'elle est attachée à l'Union soviétique en 1940, et la junte birmane revendique le nom de Myanmar depuis 1989.

- 7 Le changement de nom est le fait d'un acte discursif, l'acte de *re-nomination*, et chaque nom se trouve ainsi attaché à des discours identitaires et à des points de vue : il ne s'agit pas uniquement d'une forme, mais d'une représentation <sup>7</sup>.

### 1.3. Valeur symbolique institutionnalisée du nom de pays

- 8 Intégré à un discours institutionnel, le nom de pays peut participer à la représentation de l'État; la dénomination devient alors symbole. En France, le nom du pays apparaît, sous sa forme complète ou juste sous forme d'initiale ou de sigle, sur les enseignes de l'État, sur les documents officiels, sur le fronton des institutions de l'État, etc., à côté d'autres symboles de l'État comme le drapeau tricolore ou la devise « Liberté Égalité Fraternité », expression de l'idée républicaine. Mais le nom de pays est également présent sur les logos des institutions de l'État, qu'il s'agisse de publications ou de sites web. Le même phénomène se produit dans d'autres pays, à l'instar des États-Unis où le sigle de la forme abrégée du nom « U.S. » accompagne les enseignes de l'État ou des institutions fédérales (par exemple, « U.S. Army »).
- 9 Ces observations mettent en évidence une autre dimension du statut de signe identitaire du nom de pays, que l'on situe cette fois à un niveau étatique dans la mesure où le nom de pays s'intègre à un discours institutionnalisé. À l'heure actuelle et dans le monde occidental, un nom de pays est perçu, dans un premier temps, comme un nom d'État et, dans un deuxième temps, comme un nom de nation.
- 10 Le nom de pays est donc une dénomination performative et symbolique, fonctionnant en réseau avec des glottonymes et des ethnonymes, issue de discours identitaires et ainsi susceptible de les réactualiser dans divers contextes; c'est également une dénomination liée à une entité collective par la volonté de cette dernière de s'autodésigner. Partant, il est possible de supposer qu'au-delà de la fonction référentielle consistant à identifier un pays donné chaque nom de pays porterait, par le biais du discours identitaire, la marque de représentations culturellement situées.

## 2. Prémisses pour une analyse contrastive

- 11 L'hypothèse d'une détermination culturelle des noms de pays ne peut être vérifiée que par le biais d'une analyse contrastive de plusieurs noms de pays. Restent à définir le cadre et les principes d'une telle approche, ainsi que le *tertium comparationis* qui permettrait de mettre en place l'analyse : on tentera ainsi de voir à quel niveau et sous quelle forme les représentations culturellement situées peuvent marquer les noms de pays.

### 2.1. Constitution du corpus

- 12 Pour aborder, dans une perspective contrastive, les représentations collectives que les noms de pays sont susceptibles de véhiculer en tant que signes identitaires, nous nous sommes orientée non vers une pluralité de discours, mais vers une pluralité de noms de

pays, dans leurs contextes linguistiques et culturels spécifiques. L'identification des représentations collectives présuppose une approche discursive et une réflexion sur le contexte d'observation, les représentations étant des objets socio-culturels inscrits dans des communautés, dans des environnements et parfois dans des cadres institutionnalisés.

- 13 Nous avons donc sélectionné un corpus issu de la presse nationale de six pays, permettant d'observer l'emploi de six noms de pays différents ainsi que leurs variantes appellatives. En effet, le discours de presse nationale se réclame d'une institution habilitée à s'adresser à la nation, au pays, même si les choix informatifs et idéologiques divisent le public : le « lecteur idéal » de la presse nationale est « la nation »<sup>8</sup> ; c'est en tout cas l'illusion que crée volontairement le discours de chaque périodique national. La presse nationale fait ainsi partie des « textes culturels » (Condor 2000 : 180) qui s'inscrivent dans le cadre d'une production discursive représentative des choix linguistiques et des stéréotypes idéologico-culturels caractéristiques d'une époque donnée.
- 14 Ont été retenus :
1. pour les États-Unis, *USA Today*, *The Washington Post*;
  2. pour la France, *L'Express*, *Le Figaro*, *Libération*, *Le Monde*, *Le Point*;
  3. pour la Moldavie, *Flux*, *Moldova Suverană*;
  4. pour la Roumanie, *Adevărul*, *Evenimentul Zilei*;
  5. pour le Royaume-Uni, *The Guardian*, *The Times*;
  6. et pour la Russie, *Izvestia*.
- 15 Quatre langues sont donc ici représentées : l'anglais avec les États-Unis et le Royaume-Uni, le français avec la France, le roumain avec la Moldavie et la Roumanie et le russe avec la Russie.

## 2.2. Pouvoir représentationnel et emploi du nom de pays

- 16 Les noms de pays sont des outils linguistico-discursifs qui permettent de sémiotiser des représentations du concept de pays. Marqueurs de frontières de territoires, ils sont communément reconnus comme des noms de lieux. Dans le discours de presse, comme dans le discours quotidien, ils nomment des destinations de rêve (exemple 1a), des territoires (exemple 1b) ou le théâtre d'événements de l'actualité médiatique (exemple 1c), etc. :

### Exemples 1

- (a) Nuits de juillet en **Chine** (*Le Figaro*, 05/07/00, rubrique « Vivre aujourd'hui; voyages »)
- (b) Potrivit polițiștilor, după concentrație, drogurile par să fi intrat în **România** dinspre **Turcia**. (*Adevărul*, 18/07/03)<sup>9</sup>
- (c) Hundreds of rhododendron bushes in parks and gardens have been dug up and burnt amid fears that a disease wiping out oak trees across large parts of North America is taking hold in **Britain**. (*The Times*, 30/07/03)<sup>10</sup>

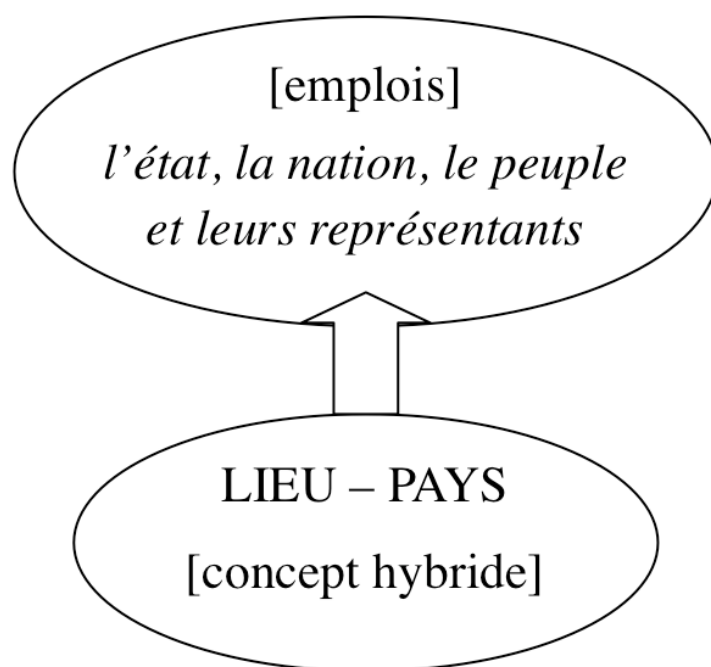
- 17 Le fonctionnement référentiel des noms de pays ne se limite cependant pas à la localisation. Bien souvent, ils désignent les acteurs ou les décideurs des événements :

### Exemples 2

- (a) **L'Allemagne** baisse l'impôt de 291 milliards de francs en sept ans (*Le Monde*, 17/07/00, titre)
- (b) **РОССИЯ и КАЗАХСТАН** ВСТРЕТИЛИСЬ В НОВОСИБИРСКЕ (*Izvestia*, 13/07/03, titre)

11

- 18 Le nom de pays n'est plus en position de localisation : il devient sujet ou objet, en représentant la dimension institutionnelle du référent. Ainsi, lorsqu'on dit que « la France est de gauche » (*Libération*, 06/05/02), que « la France vote Le Pen » (*AFP*, 21/04/02) ou que « le Zimbabwe a commencé la compétition par d'écrasantes défaites » (*The Times*, 07/07/03), on sous-entend la nation, le peuple, l'équipe sportive, tout en renvoyant au pays dans son ensemble, car le vote d'un peuple est assimilé à la volonté d'une nation, une équipe sportive nationale représente la nation. Cet enchaînement de représentations constitue l'identité et l'unité de l'État désigné par le nom de pays.
- 19 Ces emplois sont si fréquents et réguliers dans toutes les langues étudiées qu'ils peuvent et doivent être appréhendés comme relevant de l'usage linguistique reflétant le potentiel sémantico-référentiel des noms de pays. Cette approche est proposée par Cruse (1996 : 99 *et sq.*), qui identifie trois facettes référentielles parmi les usages possibles des noms de pays : *le pays* [au sens locatif], *la nation*, *le peuple*.
- 20 En nous appuyant sur des données attestées issues de l'étude d'un ample corpus de presse (Cislaru 2005 : 221 *et sq.*), nous parvenons à un résultat similaire, ainsi qu'à une représentation conceptuelle de ce phénomène sous forme de modèle hybride d'interprétation référentielle. Ce modèle est fondé sur les deux pôles que sont, d'une part, le sens locatif (LIEU) et, d'autre part, le sens institutionnel et le référent collectif (PAYS) du nom de pays :
- LIEU [sens locatif] – PAYS [sens institutionnel, référent collectif]
- 21 En articulant la référence géographique et institutionnelle, les deux pôles du modèle intègrent les facettes mentionnées par Cruse, tout en les réorganisant :



- 22 Un nom de pays peut donc renvoyer tantôt au gouvernement, tantôt à l'économie, tantôt encore à une équipe sportive, etc.; une amplification référentielle peut s'opérer, l'événement relaté étant pris en charge par le pays dans sa totalité (Cislaru 2003), les ethnonymes et les glottonymes étant parfois remplacés ou présupposés par le nom de

pays. Présent dans toutes les langues étudiées, ce potentiel sémantico-référentiel peut se constituer en *tertium comparationis* d'une étude contrastive.

### 2.3. L'État et la nation, *demos* et *ethnos*

- 23 L'enchaînement référentiel interprétatif met généralement en relation les concepts de lieu, de nation et d'État, comme on vient de le voir, mais au lieu de tirer d'emblée une conclusion universaliste, il convient de faire preuve de prudence et de s'interroger sur les concepts ainsi mis en rapport dans les quatre langues : définit-on de la même manière lieu, nation et État en français, en russe, en roumain ou en anglais? A-t-on les mêmes représentations de lieu, nation et État en Roumanie, en Moldavie, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis?
- 24 Parmi ces trois concepts, le concept de lieu semble être le plus consensuel. En revanche, le concept de nation, et notamment le couple nation/État, demande à être éclairci. Au niveau sémantico-lexical, ce concept se définit de manières différentes<sup>12</sup> :
1. en français, la nation développe le trait /communauté politique/, à côté des traits /groupe humain/ et /pouvoir/ ;
  2. en anglais, la nation est définie par *state*, *people* et *country* (état, peuple, pays);
  3. en roumain, la nation renvoie à une communauté stable de personnes qui forme historiquement un État;
  4. en russe, la nation est une communauté humaine historiquement constituée dans le processus de formation d'une communauté territoriale.
- 25 Ainsi, en français et en anglais, la construction du concept de nation implique surtout une dimension politique, alors qu'en roumain et en russe c'est la dimension communautaire et territoriale qui est mise en avant.
- 26 Les faits observés au niveau lexical se rapprochent des données culturelles largement reconnues depuis quelques décennies, notamment dans le domaine des sciences politiques. Il s'agit de deux représentations différentes de la construction discursive de l'identité collective, analysées par Sériot (1997) : une conception française, selon laquelle c'est l'État qui donne naissance à la nation, et une conception allemande romantique, selon laquelle la nation précède l'État. Sériot résume ces deux conceptions par *demos* et *ethnos*, qu'Achard commente de la manière suivante : « *Demos* présuppose le groupe, ne le questionne pas, et pose la question du champ légitime de l'activité politique; *ethnos* présuppose l'accord sur l'activité, et pose le problème de qui appartient au groupe » (1998 : 20). Si en France la nationalité détermine effectivement l'appartenance au groupe qui se confond avec l'État, dans des pays comme la Roumanie, la Moldavie et surtout la Russie, on distingue citoyenneté et nationalité, la première signifiant l'appartenance à un État, la deuxième définissant l'identité personnelle qui situe l'individu dans un groupe, dans une communauté ethnique.
- 27 Si la conception démique de l'identité collective est à l'origine de l'idéal de l'État-nation et donc à la convergence des concepts de nation et d'État, la conception ethnique s'appuie sur une dissociation nette des deux concepts. Ainsi, selon Garde, « toutes les langues des Balkans évitent d'employer les termes signifiant 'nation' pour désigner l'État'. [...] la confusion entre 'État' et 'nation' ne se produit jamais dans ces langues, alors qu'elle est assez fréquente en français, presque constante en anglais » (2004 : 82)<sup>13</sup>. On notera que, parmi les langues des Balkans, on compte le roumain (parlé en Roumanie et en Moldavie)

et les langues slaves du sud, apparentées au russe. Reste à voir si ces différences conceptuelles se reflètent dans les noms de pays et, dans l'affirmative, de quelle manière.

### 3. Autodésignation et autoreprésentation

- 28 Le cadrage général étant posé, pour procéder à une analyse des noms de pays et de leur fonctionnement, nous traiterons d'abord des variantes appellatives de chaque pays dans la presse nationale, puis nous nous intéresserons à l'usage discursif du nom de pays et aux représentations que les choix d'usage seraient susceptibles de mettre au jour.

#### 3.1. Variantes appellatives des pays

- 29 Si on observe les formes dénominatives des pays dans les quatre langues concernées, on peut dégager deux grandes catégories formelles :
1. les formes complexes, constituées d'un nom de catégorie (« république ») et d'un terme identifiant (« [de] Chine », « française », etc.) : « la République de Chine » (fr.), « *Republica Moldova* » (roum.), « *Respublika Uzbekistan* » (rus.), « *the French Republic* » (angl.);
  2. les formes brèves : « la Chine » (fr.), « *Moldova* » (roum.), « *Uzbekistan* » (rus.), « *France* » (angl.).
- 30 On notera par ailleurs que, parmi les six noms de pays étudiés, les formes « *the United States of America* » et « *the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland* », qui constituent un cas à part, connaissent néanmoins des variantes appellatives brèves : « *the United States* » et « *the United Kingdom* ». Généralement, l'usage de telle ou telle forme est déterminé par le contexte de production et par les visées discursives : ainsi, les formes complexes des noms de pays sont plutôt caractéristiques de productions discursives telles que les textes officiels (constitution, déclarations, décrets) ou les dépêches.
- 31 Cependant, la presse donne lieu à des variantes appellatives dont la répartition est différente d'un pays à l'autre. Le tableau 1 présente les choix « autodésignatifs » dans la presse nationale des six pays :

Tableau 1. Fréquence des formes appellatives dans la presse nationale

	Forme complexe	Forme brève	Autres
<b>Presse américaine</b>	0 [the United States of America]	57 [the United States]	227 [the U.S.] 19 [America] 37
<b>Presse britannique</b>	0 [the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland]	3 [the United Kingdom]	172 [Britain] 105 [Great Britain] 3 [the UK] 64
<b>Presse française</b>	3 [la République française]	381 [France]	7 [l'Hexagone]



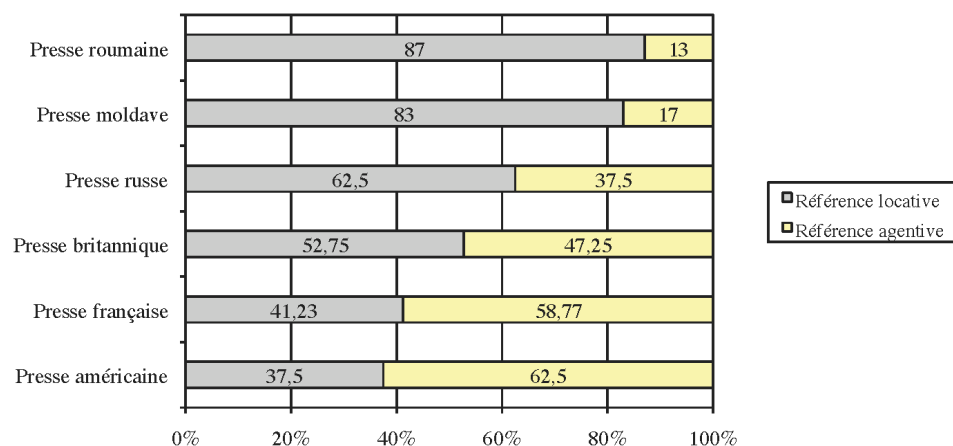
<b>Presse moldave</b>	62 [Republica Moldova]	24 [Moldova]	7 [Basarabia]
<b>Presse roumaine</b>	0 [Republica România]	88 [România]	0
<b>Presse russe</b>	1 [Rossijskaya Federatsija]	95 [Rossija]	0

- 32 On constate que la forme du nom peut déterminer l'usage : ainsi, la presse américaine et la presse britannique emploient régulièrement les sigles des formes complexes, respectivement « *U.S.* » et « *UK* ». On observe également que, de manière générale, la presse nationale fait appel aux formes courtes pour désigner le pays dont elle est issue. La seule exception concerne la presse moldave, où la forme complexe « *Republica Moldova* » (62 occurrences) l'emporte de loin sur les autres formes, « *Moldova* » (27 occurrences) et « *Basarabia* » (7 occurrences). On notera que cette préférence pour la forme complexe ne concerne pas les autres noms de pays apparaissant dans les périodiques moldaves ; il s'agit donc d'un phénomène touchant exclusivement l'autodésignation. Enfin, on relève que, parmi les autres formes appellatives, figurent un nom hypocoristique, symbolisant la cartographie de la France (« l'Hexagone »), et un nom « historique », suggérant un discours idéologiquement marqué (« *Basarabia* »)<sup>14</sup>.
- 33 Le choix des différentes formes appellatives dans le contexte de l'autodésignation est donc conditionné par les disponibilités existantes – structure complexe des formes, présence d'une forme hypocoristique, etc. –, mais également par les « autoreprésentations » que permet justement de mettre au jour l'étude de l'usage de l'autodésignation. Ainsi, la prédominance des formes complexes ou des formes brèves, l'actualisation d'un nom « historique » vont pouvoir être interprétées comme autant de signes d'autoreprésentation<sup>15</sup>.

### 3.2. Usages discursifs et autoreprésentation

- 34 Les noms de pays peuvent avoir au moins deux fonctionnements référentiels distincts en discours : ils peuvent localiser des événements ou désigner les acteurs des événements (voir *supra* 2.2.). Entre « Des inondations ont eu lieu en Roumanie en 2005 » et « La Roumanie a subi des inondations en 2005 », on voit bien la différence de focalisation. Le fonctionnement référentiel du nom de pays – locatif ou agentif – apparaît comme un choix discursif de présentation de l'événement médiatique, mais également, à force d'occurrences, comme un mécanisme de construction discursive de la représentation du pays sur son propre territoire. Une fois toutes les occurrences relevées, c'est le rapport quantitatif entre les deux fonctionnements qui présente le plus grand intérêt. Nous avons constaté que, toutes formes appellatives confondues, le fonctionnement agentif est prépondérant dans la presse nationale française et américaine et quasi-équivalent au fonctionnement locatif dans la presse britannique, alors que les emplois locatifs sont de loin les plus fréquents dans la presse moldave, roumaine et russe.

Graph 1. Fonctionnement référentiel des formes autodésignatives dans la presse nationale de six pays



- 35 Le graphe montre que, d'est en ouest, les rapports quantitatifs sont non seulement inversés, mais connaissent également une variation significative. Pourquoi, par exemple, le nombre d'occurrences à valeur agentive du nom « *România* » est-il aussi réduit, alors que le nombre d'occurrences à valeur agentive du nom « *France* » est, quant à lui, élevé? Pour comprendre ces rapports inversés, il est utile de se pencher sur la valeur discursive des deux fonctionnements référentiels.
- 36 En tant que désignations géographiques, les noms de pays contribuent à la mise en place de repères spatiaux indispensables à une représentation du monde et de ses événements. Ils constituent ainsi un gage de « réalité » et de véridicité, en encadrant des événements ou des points de vue (voir Charolles 1997, 2002 et 2003<sup>16</sup>). Les structures locatives servent ainsi à fixer des univers discursifs et, dans ces cas, le nom de pays ne participe pas à l'événement : il le situe. Dans ce contexte discursif, le référent-pays n'est doté d'aucun pouvoir d'action ou de décision. Au contraire, le nom de pays en position agentive suggère la présence d'un référent-pays impliqué dans l'événement, doté d'un pouvoir d'action et/ou de décision.
- 37 Pour interpréter ces données, il faut prendre en compte les résultats de l'analyse des choix autodésignatifs et revenir sur les deux concepts d'État et de nation. Dans les conceptions démiques de construction de l'identité collective, où l'État définit la nation – et donc la nation s'identifie au pays –, le nom de pays a plus de chances d'occuper des positions agentives. Le trait /nation/ est alors fortement actualisé dans les noms autodésignatifs :

### Exemple 3

Le chef du gouvernement se dit, en effet, convaincu que **la France** peut conserver la singularité de son "modèle". (*Le Monde*, 08/09/05)

- 38 Dans cet exemple, on comprend qu'une seule occurrence de nom de pays peut articuler une référence à l'État et à la nation (les « citoyens »), qui ne font plus qu'un dans ces contextes. Le nom de pays – nom de l'État avant tout, institution participant aux événements médiatiques ou les déclenchant – soude la nation et l'État, le peuple et l'institution.
- 39 Quant à la presse moldave ou roumaine, elle recourt, dans des contextes où la presse française aurait fait usage du nom de pays – « la France a décidé », « la France prend des

mesures », etc. –, à des désignations « plus précises » : « *guvernul României/Republicii Moldova* », « *românii, cetățenii Republicii Moldova* » (« le gouvernement de Roumanie/République de Moldavie », « les Roumains, les citoyens de la République de Moldavie »); la presse russe, elle aussi, fait usage de ce type de désignations. Ainsi, dans les pays dans lesquels l'identité nationale prend appui sur une conception ethnique (comme la Moldavie, la Roumanie, la Russie), les concepts d'État et de nation ne sont jamais confondus, ni au niveau lexical (voir Garde 2004 : 82), ni au niveau représentationnel. Dans ces pays, le discours de la presse nationale, qui s'adresse à la nation, actualise dans les noms autodésignatifs le trait /État/ au détriment du trait /nation/ et les emplois agentifs se trouvent limités par l'absence du trait /nation/. En revanche, dans d'autres pays (États-Unis, France et Royaume-Uni), le discours de la presse nationale peut superposer les deux traits constitutifs, ce qui favorise les emplois agentifs. Par ailleurs, si on croise l'ensemble des données obtenues, on observe que la dimension locative est amplifiée par l'exclusion du trait /nation/ : lorsque l'État se différencie de l'identité nationale, la représentation du pays en tant qu'institution se replie sur l'identité territoriale : ce serait une explication plausible qui permettrait de comprendre la fréquence des emplois locatifs dans les discours de la presse nationale marqués par une conception ethnique de l'identité collective.

- 40 En remplaçant une forme linguistique, le nom de pays, dans un contexte discursif, idéologique et culturel, nous avons tenté de rendre compte des liens qui se mettent en place entre les représentations culturelles, les mots et, à travers les mots, les discours. Signes identitaires à valeur symbolique, les noms de pays font partie d'un système de représentations à assise dénomminative (noms de langues, noms de peuples, noms de territoires) sur lequel prend appui toute construction de l'identité collective mettant en rapport l'État et la nation; entités complexes, les noms de pays peuvent condenser à eux seuls tout ou partie de ce même système de représentations, selon les langues et les cultures. Employé dans le discours de la presse nationale issue du pays qu'il désigne, chaque nom est un outil d'autoreprésentation susceptible de refléter des conceptions idéologiques ancrées dans une langue, dans une culture, dans un espace que lui-même délimite.

---

## NOTES

1. « La nation n'est pas un objet naturel, mais une catégorie, qui existe avant tout dans le *nom* qu'une communauté se donne à elle-même ou que d'autres lui donnent de l'extérieur » (Sériot 1997 : 44-45).
2. La « volonté de vivre ensemble », que Garde (2004 : 39-40) identifie comme une définition primaire de « *toute nation* ».
3. Convergence qui peut n'être qu'illusoire...
4. Il est important de bien distinguer *État* et *nation* dans certains contextes géopolitiques et culturels.
5. Le nouveau nom rend compte de la configuration politique du pays (voir « La Charte constitutionnelle de la Communauté étatique de Serbie-et-Monténégro » sur le site du ministère

des Affaires étrangères de la Communauté étatique de Serbie et Monténégro (*Državna zajednica Srbija i Crna*) : <[http://www.mfa.gov.yu/Facts/la\\_charte\\_f.html](http://www.mfa.gov.yu/Facts/la_charte_f.html)> – lien vérifié le 29/03/05.

6. Le Zaïre se veut « authentique » et francophone à la fois, alors que le Congo se veut « moderne » et anglophone (Kadima-Tshimanga 1998 : 507).

7. Pour des analyses plus détaillées, voir Akin 1999 et Cislaru 2004.

8. On reviendra *infra* sur le concept de nation à travers les cultures.

9. « Selon les policiers, après concentration, la drogue serait arrivée en Roumanie de Turquie » (notre traduction).

10. « Des centaines de rhododendrons ont été déterrés et brûlés dans les parcs et les jardins, par peur de propagation en Grande Bretagne d'une maladie qui décime les chênes en Amérique du Nord » (notre traduction).

11. « La Russie et le Kazakhstan se sont rencontrés à Novossibirsk » (notre traduction).

12. Sources : *Le Petit Robert* 2005; TLF; *Oxford English Dictionary*; *OED Online*; *DEX, Dictionar explicativ al limbii române*; Ozhegov S. I. et Shvedova N. I., 1997, *Tolkoviy slovar' russkogo jazyka*, Institut Russkogo Jazyka Rossiyskoy Akademii Nauk imeni V.V.Vinogradova.

13. Dans les Balkans, l'émergence et l'évolution des nations s'appuient sur la conception ethnique de l'identité collective.

14. *La Bessarabie* est l'ancien nom de la région roumaine dont le territoire correspond approximativement au territoire de la Moldavie d'aujourd'hui.

15. Ainsi, l'emploi récurrent de « *Republica Moldova* » dans des contextes banals mettrait en évidence le statut institutionnel flottant du pays dans l'imaginaire discursif de la communauté, que le terme catégorisant « *Republica* » est appelé à préciser et à remémorer. Quant à la forme « *Basarabia* », elle peut être employée pour faire le lien avec l'histoire et avec la « Mère Patrie », la Roumanie : « Sunt creionate destine ceva mai speciale ale unor români pentru care unirea cu Țara-mamă, a fost și a rămas întotdeauna un crez de generație. Proaspăta tiparitură își va găsi cititorul, ea reprezentând, de fapt, crâmpoie din istoria nu prea îndepărtată a Basarabiei. » (*Flux*, 07/07/03). « Sont crayonnés des destins un peu plus spéciaux de quelques roumains pour lesquels la réunification avec la Mère Patrie a été et est restée pour toujours le credo d'une génération. Cet ouvrage récent, qui représente de fait des fragments de l'histoire pas si ancienne de la Bessarabie, trouvera bien son lecteur » (notre traduction).

16. Si cette fonction est mise en avant par l'antéposition du nom de pays en tant que complément adverbial (exemple 1b) et trouve une justification syntaxique, elle n'est pas moins présente, au niveau informationnel, dans tous les autres cas de figure cités.

---

## RÉSUMÉS

Les noms entretiennent avec les entités qu'ils désignent des rapports complexes : sans en être des étiquettes, les noms finissent par véhiculer une représentation des choses; c'est d'autant plus vrai pour les noms de pays qui, en délimitant des frontières, fonctionnent comme des signes identitaires d'États et/ou de nations. Chaque nom de pays pourrait donc être appréhendé comme une forme d'autoreprésentation, marquée par des spécificités culturelles et idéologiques. Cette contribution propose une analyse contrastive du fonctionnement de six noms de pays dans le discours de la presse nationale des pays respectifs (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Moldavie, Roumanie, Russie). De cette analyse qualitative et quantitative il ressort qu'au-delà des

propriétés linguistico-discursives – comme la référence locative ou la référence agentive – que les noms de pays possèdent dans toutes les langues analysées, l'usage discursif des six noms est déterminé par les conceptions de l'identité collective circulant dans chacun des pays.

The relationship between names and the entities they refer to is rather complex: names are not labels, but they do condense object representations. This feature is particularly common for country names which fix boundaries and thus have the status of identity marks of the State and/or the Nation. With respect to this feature, each country's name may be regarded as a figure of self-representation imprinted by cultural and ideological particularities. This paper offers a comparative study of six country names in national newspapers published in the same six countries: France, Great-Britain, Moldova, Romania, Russia, the United States. The qualitative and quantitative analyses show that beyond common linguistic-discursive properties of country names in all the concerned languages, such as spatial and agentive reference, the discourse use of the six names is determined by the conception of cultural identity proper to each country.

## INDEX

**Mots-clés** : nom de pays, autoreprésentation, discours, presse nationale

**Keywords** : country-name, self-representation, discourse, national newspapers

## AUTEUR

### GEORGETA CISLARU

**Georgeta Cislaru** est docteur en sciences du langage et attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'université Paris 3. Membre du Centre de recherche sur les discours ordinaires et spécialisés (SYLED-CEDISCOR, Paris 3) et du groupe de Recherches sur l'énonciation et le sens (SYLED-RES, Paris 3), elle mène des recherches sur le fonctionnement des noms propres, et plus particulièrement des noms de pays, dans une perspective sémantico-discursive et socio-cognitive. Ses questionnements visent le sens et la structure conceptuelle des mots, le rapport entre sens et discours, la contextualisation, le couple sens-référence et la détermination culturelle du sens.